



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240223-2302202411-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/02/2024

Publication : 01/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 23 février 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 février 2024



8 DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSULTATION DU DOSSIER MÉDICAL PARTAGE DES PATIENTS DANS LE CADRE DES APPLICATIONS DU SEGUR DU NUMÉRIQUE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le CCAS de Rouen gère un service de soins infirmiers à domicile qui contribue au maintien à domicile des personnes âgées dépendantes notamment en évitant l'hospitalisation ou en facilitant le retour à domicile à la suite d'une hospitalisation.

L'équipe spécialisée Alzheimer a pour mission d'évaluer au domicile les besoins et de proposer un programme de soins d'accompagnement et de réhabilitation grâce à 15 séances réalisées au domicile et qui concernent principalement les activités du quotidien.

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a institué pour les établissements et services médico-sociaux une recherche permanente de la qualité des prestations délivrées.

DÉLIBÉRATIONS

Pour tendre vers cet objectif, elle rend obligatoire la mise en œuvre de différents outils ayant pour finalité de rendre l'usager acteur de sa prise en charge :

- Le projet d'établissement et le projet de service
- Le livret d'accueil
- La charte des droits et libertés de la personne accueillie
- Le règlement de fonctionnement
- Le contrat de séjour ou le document individuel de prise en charge (DIPC)
- Le conseil de la vie sociale ou les autres formes de participation (questionnaire de satisfaction)
- La personne qualifiée (médiateur nommé par arrêté du Préfet)

La loi d'adaptation au vieillissement rappelle ce principe.

Le SSIAD et l'ESA disposent de l'ensemble de ces outils.

Dans le cadre de l'application des outils du Ségur du numérique (financés par l'Etat), le logiciel patient du SSIAD –en lien avec la DSI- va se doter de nouvelles fonctionnalités telles que l'accès au Dossier Médical Partagé (DMP) des patients (avec échange de documents type compte-rendu médical, résultats biologiques de laboratoire), l'accès pour tous les infirmiers à une messagerie sécurisée via des cartes CPS (Carte de Professionnels de Santé).

Dans ce cadre, le SSIAD et l'ESA souhaitent ajouter au document existant « accord du patient pour la transmission d'informations » une demande de consentement du patient à l'accès à son DMP par le personnel du SSIAD.

Ledit document « accord du patient pour la transmission d'informations » est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU La Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 dite loi d'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Décret n°2003-1095 du 14 novembre 2003 relatif au règlement de fonctionnement institué par l'article L 311-7 du code de l'action sociale et des familles,

VU le Décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004 relatif au contrat de séjour prévu par l'article L 311-4 du code de l'action sociale et des familles,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen gère un Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) et une équipe spécialisée Alzheimer (ESA),

DÉLIBÉRATIONS

CONSIDÉRANT que les nouvelles fonctionnalités vont s'ajouter au logiciel patient,

CONSIDÉRANT que le consentement du patient doit être recueilli pour accéder à son DMP,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, valide les modifications apportées au document : « accord du patient pour la transmission d'informations » dans le cadre de la réglementation du RGPD.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.